

Réponses aux contributions :

Contribution n°2 :

Remarque	Réponses
Elevage industriel de milliers de bovins non évoqué	L'impact de l'élevage est réalisé lors des dossiers ICPE. Pas l'objet du présent dossier
Mais sur quelles connaissances et quelles comparaisons peut-on écrire cela, pour cette retenue d'irrigation implantée sur la tête de bassin versant du ruisseau le Géroux, dont le cours a été également canalisé 500 mètres en aval du plan d'eau ?	30 ans d'utilisation sans observations problématiques
La suite concernant le dossier de méthanisation	Pas l'objet du présent dossier
une retenue autorisée à 3 ha construite à 5,7, des dizaines d'hectares drainés, une reconfiguration complète du parcellaire, agrandi évidemment, avec suppression des haies, talus, le tout sur des centaines d'hectares, mais il ne se serait rien passé sur ce micro bassin versant !! Sur la base de quel suivi et quelles connaissances peut-on écrire ce postulat ?	Les dizaines d'hectares drainés, suppression des haies et la reconfiguration du parcellaire agricole n'est pas l'objet du présent dossier
Cela est d'autant plus surprenant que les contradictions ne tardent pas à venir : il est écrit page 11 du dossier d'incidence : « La profondeur relativement faible de ces nappes à caractère libre implique leur vulnérabilité aux pollutions de surface liées aux activités humaines...Les sources connaissent des débits d'étiages faibles et restituent l'eau rapidement lors des périodes pluvieuses. Ces eaux souterraines, peu profondes, sont caractérisées par leur sensibilité à la pluviométrie et aux contaminations superficielles »	La page 11 décrit les différentes masses d'eaux qui peuvent être observées sur le site de manière générale et ne constitue en aucun cas un descriptif précis de ce qui est observé sur le site du Francour.
page 31 : « Aussi, la qualité chimique de l'eau n'est, à l'heure actuelle des connaissances sur le bassin versant, pas définissable. Cependant, le bassin versant situé en amont de la retenue est principalement constitué de zones de cultures et de bois, il n'y a aucun rejet de natures domestiques ou industrielles pouvant induire des pollutions ». Une nouvelle fois on ignore l'engraissement de milliers de bovins à proximité avec 3,5 ha d'installations et de bâtis provoquant des ruissellements aux conséquences multiples.	Le site d'engraissement ne se situe pas sur le bassin versant amont de la retenue.

Etat des masses d'eau	Les tableaux utilisés sont ceux du dernier SDAGE 2022-2027
l'on constate l'implantation de l'ouvrage au milieu d'une zone à probabilité forte voire très forte de zones humides. Pour autant, il est écrit ensuite : « Aucune zone humide ne sera impactée : la plupart des aménagements à réaliser se situent à l'intérieur du plan d'eau ou à proximité du cours d'eau en aval du plan d'eau sur la parcelle agricole. ».	Un plan d'eau est une zone-humide. Donc, oui le plan d'eau est situé dans une zone humide. Cependant, pas d'impact sur les zone-humide alentours car les travaux vont se faire principalement à l'intérieur ou au niveau de l'organe de vidange.
Au-delà de ces indications il n'y a cependant dans ce dossier, aucun plan des ouvrages actuels pour les drainages, busages et surtout pour les canalisations de liaisons entre les diverses retenues interconnectées ainsi que les moyens de comptage.	Le drainage et les canalisations de liaisons ne concernent pas le présent dossier. Les autorisations sont à voir avec la DDT. Les moyens de comptage sont envisageables
Rien n'est précisé, quantitativement, sur l'impact du site ICPE sur le ruissellement des eaux.	Le dossier ne concerne pas l'autorisation de l'ICPE
Production et consommation locale des récoltes	A voir avec M. Nowak
Ce plan d'eau et son corollaire sur le bassin versant concerné, contribue-t-il aux phénomènes malheureusement connus d'excès d'apports en ruissellement lors d'évènements pluvieux et inversement contribue-t-il à l'appauvrissement de la ressource en eau pendant les périodes sèches et chaudes ?	La régularisation n'entraîne pas de ruissellement plus important qu'actuellement

Contribution n°5 :

Remarque	Réponses
un aménagement qui intègre 400 m de busage du Giroux (autorisation?)	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Les travaux qui sont proposés aujourd'hui sont totalement inappropriés puisqu'ils font référence à des étangs possédant encore un milieu récepteur vivant et fonctionnel. Le site est tellement artificialisé que la présentation de CEE est incompréhensible. [...]On restitue l'eau quand il n'y en a plus. De qui se moque-t-on ? Ecrire également que l'eau souterraine ne sera pas prélevée alors qu'il est précisé...qu'il n'y en a pas, revient à dire qu'en captant toutes les eaux superficielles, on capte toutes les eaux !	Il y a un milieu récepteur puisque le cours d'eau commence 400 m en aval de la retenue. L'eau souterraine ne sera pas prélevée. Ne seront prélevés que des eaux superficielles.
Au regard de la LEMA, la prise en compte du respect de la DCE dans le SDAGE montre que cette réserve de 3 ha devenue 6 ha a, de fait, un impact sur la masse d'eau concernée (sensibilité aux obstacles à	La retenue tant totalement déconnecté du milieu elle n'a pas d'impact sur l'obstacle à l'écoulement.

l'écoulement déjà noté en 2019)	
Les aménagements prévus n'auront aucun impact positif et en particulier sur l'essentiel, à savoir les aspects quantitatifs de la ressource en eau.	Le système d'évacuation des eaux de fond permettra d'améliorer l'oxygénation de l'eau et éviter le réchauffement du milieu. Le bassin de décantation évitera la pollution du milieu lors des vidanges
Cela sans compter que (rien n'est précisé là-dessus) vraisemblablement de l'eau est pompée d'ors et déjà dans le Vincou (comment cela est-il possible sur une ZNIEFF???) et que ces prélèvements doivent renflouer cette fameuse bassine.	Le prélèvement dans le Vincou concerne la réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier
Ne faire mention que de celle la plus proche du site n'a aucun intérêt. De l'eau brute qui sera potabilisée et distribuée dans les circuits d'adduction d'eau pour la population, est prélevée dans la Gartempe. L'eau restée dans la bassine manquera à cet usage.	Le prélèvement sur la Gartempe le plus proche à l'aval du Vincou est situé sur la commune de Jouhet à plus de 60 km de la retenue. L'impact à cette distance est donc nul.

Contribution n°7 :

Remarque	Réponses
Notons en plus que la réalisation de cette énorme réserve qui a détruit l'écosystème de la source et s'en est quasiment totalement accaparé l'eau a été complété d'un busage de ce qu'il reste du cours d'eau sur une longueur de 400m. On ne peut croire que cela ait pu être autorisé même dans le contexte plus permissif des lois sur l'eau de 92. Compte tenu de ce passif il serait bien naïf de croire aujourd'hui que la SCEA respectera ses engagements.	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Rien sur les conséquences quantitatives et qualitatives du fonctionnement des autres réservoirs.	Les autres réserves font l'objet d'arrêtés préfectoraux en règles et qui ne sont pas l'objet du présent dossier
Par contre, des travaux d'aménagement d'étang nous sont présentés en détail avec pêche et bassin de vidange alors que l'installation en place est déconnectée du réseau hydrographique et que tout le cours d'eau est dévitalisé, c'est incohérent...	Tous ces ouvrages correspondent à la réglementation et notamment à l'arrêté du 9 juin 2021

Contribution n°15 :

Remarque	Réponses
La consultation porte sur la mise aux normes de	Les autorisations sont à voir avec la DDT.

cette réserve, qui avait été autorisée pour une superficie de 3ha, (confirmé page 4 du dossier). Cette réserve est donnée dans les documents comme présentant une superficie de 5,6ha. Cette modification aurait dû faire l'objet d'une consultation au même titre que ces travaux. Est-ce un oubli ou une tentative de validation sournoise ?	
Il a été précisé lors de la réunion publique que tous ces plans d'eau étaient connectés. Il eût alors été fondamental de considérer globalement cette structure composée des 4 réserves. Il faut prendre en compte l'incidence sur la rivière "Le Vincou" non seulement de ces 4 réserves, mais aussi des différents plans d'eau en amont et en aval.	Les autres réserves font l'objet d'arrêtés préfectoraux en règles et qui ne sont pas l'objet du présent dossier
Pour le fonctionnement de cette réserve, le ruisseau le Géroux a été busé sur plus de 400m au droit de la propriété. Les autorisations nécessaires ont-elles été demandées et octroyées ?	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Aucun comptage volumétrique de prélèvement dans le Vincou n'est effectué.	Le prélèvement dans le Vincou concerne la réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier

Contribution n°17 :

Mêmes remarques que contribution n°15.

Contribution n°27 :

Remarque	Réponses
En premier lieu se pose la question de la recevabilité de cette enquête publique. Il est en effet indiqué (page 4 de la note non technique) que « Selon l'arrêté n°92/0300, la retenue du Francour autorisait (au lieu de autorisée) à l'époque avait une surface de 3ha, pour un volume stocké de 150.000m3... » Cette consultation porte sur la régularisation de cette réserve d'un point de vue technique : elle porte uniquement sur la nature des travaux et en aucun cas sur l'extension ou l'agrandissement de la bassine initiale qui fonctionne donc en toute illégalité depuis 1992, avec une superficie de 5,6 ha. C'est donc remettre à la commissaire-enquêtrice et à ses conclusions la responsabilité de valider un agrandissement de retenue sans	Les autorisations sont à voir avec la DDT.

qu'aucune demande n'ait été déposée.	
<p>Lors de la réunion publique du 4 septembre, il nous a été indiqué que les 5 réserves de la SCEA Berneuil étaient inter-connectées.</p> <p>Il semblerait alors logique de traiter cette question de manière globale en tenant compte de la complémentarité de ces 5 réserves. Les nouvelles dispositions concernant la réserve de Francour ne peuvent pas être considérées indépendamment des autres retenues. Il est impératif de prendre en considération l'incidence de cette multiplicité de stockages sur la rivière Le Vincou en tenant compte des éventuelles réserves situées en amont et en aval, d'autant qu'aucun comptage volumétrique du pompage n'est mis en place.</p>	<p>Les autres réserves font l'objet d'arrêtés préfectoraux en règles et qui ne sont pas l'objet du présent dossier</p> <p>Le prélèvement dans le Vincou concerne la réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier</p>
<p>Par ailleurs le ruisseau du Géroix, qui semble participer à l'alimentation de cette réserve a été busé au droit de la propriété de la SCEA Berneuil. Il serait intéressant de savoir si les autorisations adéquates ont été demandées et accordées.</p>	<p>Les autorisations sont à voir avec la DDT.</p>

Contribution n°31 :

Mêmes remarques que contribution n°15.

Contribution n°33 :

Remarque	Réponses
1) représentant de la SCEA « Domaine de Berneuil »	A voir avec M NOWAK
2) Justification économique	Les chiffres utilisés sont ceux de M NOWAK. A voir avec lui la différence avec les sites de la DRAFF NA et de la société ARVALIS
3) modèle d'exploitation	A voir avec M NOWAK
4) Information du public	A voir avec la commissaire enquêtrice
5) Existence légale de l'étang d'irrigation	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
6) Impact sur le milieu et sur l'eau Étant donné qu'il est mentionné dans l'arrêté préfectoral n°92/0300 du 10 septembre 1992 que cet étang d'irrigation sera rempli principalement par pompage dans le cours d'eau Le Vincou	Le prélèvement dans le Vincou concerne la réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier
6) Impact sur le milieu et sur l'eau Effets cumulés	Les autres réserves font l'objet d'arrêtés préfectoraux en règles et qui ne sont pas l'objet du présent dossier
6) Impact sur le milieu et sur l'eau	Le prélèvement dans le Vincou concerne la

Impact sur les zones ZNIEFF	réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier
6) Impact sur le milieu et sur l'eau Impact sur les zones humides et busage du Géroux	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
6) Impact sur le milieu et sur l'eau Stockage et évaporation de l'eau	Erreur dans le dossier où ne devrait pas figurer les 200 000 m3, mais 180 000 m3. L'évaporation pris en compte dans les calculs n'est que celle liée au plan d'eau
6) Impact sur le milieu et sur l'eau Respect du code de l'environnement	Possibilité de mettre en place des compteurs volumétriques
7) Améliorations prévues	Les ouvrages décrits sont ceux demandés réglementairement par l'arrêté ministériel du 9 juin 2021.
8) Epandage des sédiments	Ils seront épandus directement sur la zone directement en aval de la retenue
9) Sécurité	Pas de cas de noyade de faune sauvage en 30 ans.
10) Arrêté préfectoral de mise en demeure	Les autorisations sont à voir avec la DDT.

Contribution n°34 :

Mêmes remarques que contribution n°15.

Contribution n°36 :

Remarque	Réponses
<p>D'après l'arrêté préfectoral de 2023, il est fait interdiction au propriétaire d'utiliser l'étang d'irrigation et de le remplir. Pourtant tout un chacun peut voir depuis la route départementale D72.</p> <p>Cet arrêté n'a pas été respecté pour le remplissage, qu'en est-il pour l'irrigation ?</p> <p>Le ruisseau du Géroux semble buser depuis sa source au droit des parcelles D302 et D368 jusqu'au pied de l'étang sur environ 400 mètres et plus loin en aval au droit des parcelles A799 et A797 sur environ 500 mètres.</p> <p>Ce busage ne peut que perturber le fonctionnement naturel du milieu, ainsi que le cycle de l'eau en accélérant son cycle.</p> <p>Y-a-t-il eu des autorisations pour ce busage ?</p>	<p>Les autorisations sont à voir avec la DDT.</p>
<p>Contrairement à ce qui est écrit dans le dossier, le remplissage de l'étang se fait principalement à partir du Vincou. C'est écrit dans l'arrêté préfectoral de 1992.</p>	<p>Le prélèvement dans le Vincou concerne la réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier</p>

Pourquoi avoir cloisonner cette enquête publique sans tenir compte des autres étangs qu'ils soient d'irrigation ou non qui sont très nombreux sur ce bassin versant ? D'ailleurs, le choix du bassin versant du Géroix reste mystérieux à mes yeux, vu que le remplissage se fait principalement à partir du Vincou.	Les autres réserves font l'objet d'arrêtés préfectoraux en règles et qui ne sont pas l'objet du présent dossier
--	---

Contribution n°52 :

Remarque	Réponses
Illusion qui risque d'être à nouveau tentée, l'arrêté préfectoral, du 2 juin 2025, parlant lui de 6,42 ha.	Le plan d'eau fait bien actuellement 5.7 ha.
Ce remplissage aura lieu, en période hivernale, du 15/11 au 14/04, comme définit dans l'arrêté actuel". "L'intégralité de la retenue sera déconnectée, hors des périodes de remplissage. Quel volume, le Domaine de Berneuil, est-il autorisé à prélever dans le Vincou ? A quelle fréquence ? Le volume varie-t-il en fonction de l'étiage du Vincou ?	Le prélèvement dans le Vincou concerne la réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier
Qui et quels sont les moyens de contrôle du respect des engagements ?	Possibilité de mettre en place des compteurs volumétriques

Contribution n°67 :

Remarque	Réponses
D'autre part celle-ci est en queue de 4 bassines reliées entre-elles dont la première vient pomper directement dans un bras mort situé sur le Vincou, l'ensemble de ces 4 bassines représente une surface globale de 17 ha. C'est en fait ce sujet qui devrait être traité et non la simple régularisation de cette 4ème « petite bassine ». Ces bassines sont alimentées par un prélèvement important sur le Vincou, ce prélèvement peut représenter environ 1/3 de son débit moyen, voire plus.	Le prélèvement dans le Vincou concerne la réserve du Mail qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral en règle et qui n'est pas l'objet du présent dossier Les autres réserves font l'objet d'arrêtés préfectoraux en règles et qui ne sont pas l'objet du présent dossier

Contribution n°70 :

Mêmes remarques que contribution n°15.

Contribution n°75 :

Remarque	Réponses
Non-respect de l'autorisation initiale Prélèvements d'eau illégaux sur 30 ans	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Impact hydrologique cumulé non pris en compte	Les autres réserves font l'objet d'arrêtés préfectoraux en règles et qui ne sont pas l'objet du présent dossier
Atteinte au cours d'eau (ruisseau busé)	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Absence de dispositif de contrôle des prélèvements	Possibilité de mettre en place des compteurs volumétriques

Contribution n°78 :

Remarque	Réponses
Pensez-vous réellement que ces "dispositifs" ne vont pas détruire le ou les lieux naturels existants?	Le dispositif d'évacuation des eaux de fond permettra d'éviter le réchauffement du milieu. Le bassin de décantation permettra d'éviter toute pollution lors des vidanges La pêche évitera tout rejet d'espèces invasives dans le milieu lors des vidanges. Ces objectifs ont pour but l'amélioration de la qualité du milieu.

Contribution n°82 :

Remarque	Réponses
La création d'un barrage et la gestion des sédiments lors des vidanges risquent d'entraîner une eutrophisation et une accumulation de matières en suspension, nuisibles à la faune et à la flore locales.	Il n'est pas prévu de création, l'ouvrage existant depuis plus de 30 ans. De plus la zone de décantation évitera les rejets des sédiments lors des vidanges.
Le secteur est proche de ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique) et de zones classées Natura 2000. Même si le projet affirme ne pas toucher directement ces zones, les modifications hydrologiques et les rejets de sédiments peuvent affecter les habitats en aval, notamment pour les espèces protégées ou menacées.	Les dispositifs qui seront réalisés ont pour objectif de répondre à cet objectif
L'introduction d'une pêche et la gestion des espèces invasives peuvent déséquilibrer les écosystèmes locaux, surtout si des espèces non indigènes sont accidentellement relâchées.	La pêche à justement pour but d'éviter tout relargage d'espèces invasives lors des vidanges.
Incompatibilité avec les objectifs du SDAGE et du	La partie 3 du dossier d'incidence prouve que

SAGE	non.
Justification économique insuffisante	A voir avec M NOWAK
Manquements à la réglementation	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Incompatibilité avec les politiques publiques	Les retenues à usage d'irrigation sont subventionnées sur certains territoires. Aussi, elles sont en accord avec les politiques publiques.

Contribution n°85 :

Remarque	Réponses
Justificatif du projet	Le projet de méthaniseur ne concerne pas le présent dossier
Irrégularités historiques	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Impact hydrologiques et environnementaux Zones humides et continuité écologique dégradées par la canalisation du ruisseau du Géroux (≈ 500 m) et l'implantation au cœur d'un secteur humide.	Les autorisations sont à voir avec la DDT.
Impact hydrologiques et environnementaux Masses d'eau mal évaluées	<p>Le dossier se réfère bien à la masse d'eau concernées qui est celle du Vincou. Ceci concerne la masse d'eau superficielle.</p> <p>Il parle également de la masse d'eau du bassin versant de la Gartempe qui est la masse d'eau souterraine concernée par le présent projet.</p>
Impact hydrologiques et environnementaux Il est probable que l'intégralité du ruisseau soit capté en période hivernale, supprimant l'écoulement en aval du plan d'eau. L'alimentation se fera donc en partie à partir d'autres plans d'eau sans qu'on sache lesquelles et en quelles quantités. Cette alimentation déporte le prélèvement dans le milieu naturel puisque ces plans d'eau devront augmenter leurs propres prélèvements. L'incidence de ce supplément de prélèvement n'est pas étudiée.	<p>Il est faux de dire que l'intégralité du ruisseau sera captée en hiver, supprimant l'écoulement en aval du plan d'eau.</p> <p>La déconnexion de la retenue permet de couper l'alimentation afin de garder un débit réservé au milieu.</p>
Proximité d'un élevage industriel (ICPE, 2 500 bovins) : ruissellements, pollutions diffuses et surfaces imperméabilisées non intégrées à l'évaluation.	Le site n'est pas sur le bassin versant amont de la retenue
Absence de comptage des volumes prélevés	Possibilité de mettre en place des compteurs volumétriques

Contribution n°89 :

Mêmes remarques que contribution n°15.